

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 9 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CHAMPVERT ATOMISATION**

« Champ du Verger »  
58300 SOUGY-SUR-LOIRE

Références : 220745  
Code AIOT : 0005400435

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2022 dans l'établissement CHAMPVERT ATOMISATION, implanté au lieu-dit « Champ du Verger » - 58300 SOUGY-SUR-LOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2022 de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHAMPVERT ATOMISATION
- « Champ du Verger » - 58300 SOUGY-SUR-LOIRE
- Code AIOT : 0005400435
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

L'installation contrôlée est une carrière d'argile autorisée à l'extraction annuelle de 1 500 tonnes en moyenne et à 2 000 tonnes au maximum.

L'exploitation de cette carrière est autorisée au titre de la réglementation des installations classées, par arrêté préfectoral du 5 août 2009, pour une durée de 15 ans.

L'extraction du gisement se déroule en une campagne annuelle d'une dizaine de jours en moyenne, en général courant septembre, les conditions climatiques étant plus favorables.

La carrière est apparue bien entretenue et bien exploitée.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative,
- Gestion de l'établissement,
- Protection et surveillance des ressources en eaux et des milieux aquatiques,
- Surveillance des émissions sonores,
- Registre et plan.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 2.1.2	/	Sans objet
7	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 2.4	/	Sans objet
8	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 4.2.2	/	Sans objet
10	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, articles 4.3.1 et 9.2.1.1	/	Sans objet
11	Mesures acoustiques	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 9.2.3	/	Sans objet
12	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Phasages	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 1.2.3	/	Sans objet
2	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 1.4.2	/	Sans objet
4	Information du public	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 2.1.3	/	Sans objet
5	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 2.2.3.1	/	Sans objet
6	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 2.2.3.2	/	Sans objet
9	Kit de première intervention	Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 7.5.6	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Suite à la visite de contrôle, l'inspection des installations classées a relevé les non-conformités suivantes :

- les bornes permettant de délimiter réellement le périmètre de l'autorisation de la carrière ne sont pas identifiées sur le plan d'évolution ainsi que sur le site,
- le plan d'évolution de la carrière devra être réalisé sans délai par un géomètre,
- l'exploitant doit justifier du nettoyage, vidange et contrôle du séparateur d'hydrocarbures,
- des analyses des effluents en sortie de séparateur doivent être effectuées lors du prochain contrôle des rejets bassins en 2023,
- de nouvelles mesures acoustiques doivent être réalisées conformément à la périodicité de l'arrêté préfectoral en vigueur,
- un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière doit être établi.

L'exploitant indique son souhait de répondre favorablement à ces non-conformités. Au vu de cet élément, ces non-conformités ne donnent pas lieu immédiatement à mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Phasages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté, en 3 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau ci-dessous :  <ul style="list-style-type: none"><li>• phase 1 :<ul style="list-style-type: none"><li>- date prévisible de début de la phase : 2009</li><li>- surface mise en exploitation : 5 000 m<sup>2</sup></li><li>- quantité à extraire : 7 500 t</li></ul></li><li>• phase 2 :<ul style="list-style-type: none"><li>- date prévisible de début de la phase : 2014</li><li>- surface mise en exploitation : 5 000 m<sup>2</sup></li><li>- quantité à extraire : 7 500 t</li></ul></li><li>• phase 3 :<ul style="list-style-type: none"><li>- date prévisible de début de la phase : 2019</li><li>- surface mise en exploitation : 5 000 m<sup>2</sup></li><li>- quantité à extraire : 7 500 t</li></ul></li></ul> L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.
<b>Constats :</b> Les phases 1 et 2 sont terminées ; les quantités autorisées à extraire ont été respectées. La phase 3 est en exploitation depuis 2020 ; la production s'élève à : <ul style="list-style-type: none"><li>- 682 tonnes en 2020,</li><li>- 875 tonnes en 2021,</li><li>- 892 tonnes en 2022.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Capacité de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le tonnage total de matériaux à extraire est de 22 500 tonnes.</p> <p>La production brute moyenne annuelle de matériaux extraits est fixée à 1 500 tonnes, pour une production maximale de 2 000 tonnes.</p> <p>La carrière est exploitée selon 3 ou 4 campagnes annuelles d'une semaine chacune environ, selon les besoins et conditions climatiques.</p>
<p><b>Constats :</b> La production moyenne annuelle de matériaux extraits s'élève à environ 900 tonnes au maximum.</p> <p>L'extraction est réalisée par une l'entreprise extérieure VEILLEROT, en une seule campagne annuelle d'une dizaine de jours au maximum, en général courant septembre, les conditions climatiques étant plus favorables.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière.</p> <p>Ces bornes doivent être implantées préalablement au commencement de l'exploitation et doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-74 à R. 512-77 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b> Le bornage a été réalisé le 17/09/2010 par la société de géomètres-experts BGN. Toutefois, ces bornes ne sont pas localisées sur le plan d'exploitation de septembre 2022 présenté par l'exploitant et celles-ci n'ont pu être observées au cours de la visite du fait de la végétation.</p>
<p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier de l'existence de ces bornes</b> par la transmission de photographies et de veiller à ce qu'elles demeurent en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité. Il lui est rappelé de veiller à leur bon entretien de manière à ce qu'il puisse identifier le périmètre d'autorisation de son site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.</p> <p>Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre des accès du site.</p>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que des panneaux d'information et de signalisation, en bon état, contenant l'ensemble des informations attendues, sont implantés aux endroits appropriés sur la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Technique de décapage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 2.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le décapage des terrains superficiels doit être progressif à l'avancement des travaux d'extraction et limité aux stricts besoins.</p> <p>Il est réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales des stériles. Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation.</p> <p>Les terres et stériles doivent être stockés séparément, ils sont destinés à la remise en état des lieux. Aucune autre destination ne peut être donnée aux matériaux de découverte de la carrière.</p>
<b>Constats :</b> La zone d'exploitation a fait l'objet d'un décapage. Les terres végétales sont stockées séparément en merlon d'environ 0,5 m de haut, le long de la zone d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Épaisseur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 2.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction d'argile est réalisée à flanc de colline, sur une profondeur moyenne de l'ordre de 3 mètres environ par rapport au niveau des terrains avoisinants.  En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote 200 m NGF.
<b>Constats :</b> Au regard du plan d'exploitation de septembre 2022, la cote inférieure d'extraction se situe à 203 m NGF au niveau des bassins et à 208 m NGF au niveau de la zone en cours d'extraction. L'exploitant indique que l'extraction d'argile est réalisée sur une profondeur maximale de 4 mètres.  <b>Il conviendra cependant de faire vérifier les cotes réelles d'altitude des points significatif par un géomètre</b> (voir article 2.4 ci-après)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Plan d'évolution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan, doivent être reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,</li> <li>• les positions des fronts,</li> <li>• les cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>• les zones remises en état,</li> <li>• les éventuelles installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement...),</li> <li>• les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,</li> <li>• les bornes.</li> </ul> <p>Ce plan, mis à jour annuellement, est tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées. Tous les 5 ans, à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières, un plan à jour doit être transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son plan d'exploitation de septembre 2022. Il indique qu'il est mis à jour annuellement et est réalisé par lui-même, les cotes d'altitude sont issues de la source « google maps ».</p> <p>Ce plan, non adéquat à l'échelle de la carrière, est non représentatif de la réalité, notamment en ce qui concerne les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs. Il n'est en outre pas correctement légendé et ne comporte pas l'ensemble des points édictés au présent article (absence de report des zones remises en état ; des zones de stockage des produits finis ; des stériles et des terres de découverte ; des bornes).</p> <p><b>L'exploitant doit faire réaliser sans délai, par un géomètre, un plan topographique comportant l'ensemble des points édictés au présent article.</b> Il est rappelé à l'exploitant que les prochains plans, mis à jour annuellement, devront être réalisés par un géomètre afin de permettre le suivi réel de l'exploitation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Collecte des effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que le séparateur d'hydrocarbures est vidangé et nettoyé une fois par an, avant le commencement de chaque campagne annuelle. Cependant, il n'a pas été en mesure de le justifier.</p> <p><b>L'inspection demande à l'exploitant de justifier du nettoyage, vidange et contrôle du séparateur d'hydrocarbures.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 9 : Kit de première intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 7.5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures.  Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être réutilisés, soit éliminés comme les déchets.  Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.
<b>Constats :</b> Il n'y avait pas d'activité d'extraction le jour de la visite et aucun engin n'était présent sur le site. L'exploitant indique que l'extraction s'effectue au moyen d'une pelle appartenant à la société sous-traitante VEILLEROT. Celle-ci serait bien équipée d'un kit anti-pollution en cas de déversement accidentel sur le site. Il précise par ailleurs qu'aucun accident n'est survenu depuis le commencement de l'activité de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Eaux rejetées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, articles 4.3.1 et 9.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  * <u>VLE des eaux pluviales</u></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• MES : - concentrations maximales moyennes sur une période de 2 h : 35 mg/l,</li> <li>• DCO : - concentrations maximales moyennes sur une période de 2 h : 125 mg/l,</li> <li>• HCT : - concentrations maximales moyennes sur une période de 2 h : 5 mg/l,</li> </ul> <p>L'analyse est faite selon les normes en vigueur.</p> <p>Ces eaux doivent, par ailleurs, avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C.</p> <p>* <u>Eaux rejetées</u></p> <p>L'exploitant fait réaliser en sortie du décanteur déshuileur, prévu à l'article 4.2.1, et en sortie de chaque émissaire des bassins de décantation, prévu à l'article 4.3.4, des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.1. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport d'analyse des rejets des bassins de décantation en date du 15/02/2017. Les résultats n'appellent pas d'observations. L'arrêté préfectoral ne prévoit pas de fréquence de surveillance. Toutefois, l'exploitant a proposé de réaliser une fréquence annuelle de ces surveillances.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à ce qu'une analyse des effluents en sortie de séparateur soit également réalisée lors du prochain contrôle des rejets bassins en 2023 <i>a minima</i>, postérieurement à la campagne d'exploitation.</b>  <b>Les résultats de ces analyses devront être transmis à l'inspection des installations classées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Mesures acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/2009, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès la prochaine campagne d'exploitation de la carrière, puis tous les trois ans, par un organisme qualifié en deux emplacements déterminés en accord avec l'inspection des installations classées.            Le choix de l'organisme sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport de mesures des niveaux sonores daté du 09/09/2011. Ce dernier justifie du respect des valeurs limites réglementaires.            Il indique qu'aucun contrôle n'a été réalisé depuis cette date.            L'inobservation de cette prescription avait déjà été rappelée à l'exploitant lors de la précédente inspection de 2016.  <b>Il lui est donc de nouveau demandé de procéder à une nouvelle mesure de la situation acoustique (niveau sonore en limite de propriété et émergence) lors de la prochaine campagne d'extraction.</b> Il lui est également rappelé de veiller à respecter la périodicité de 3 ans entre chaque campagne de bruit.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Plan de gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li> <li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li> <li>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li> <li>-les éléments issus de l'étude de dangers propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> <p>Conformément à l'article 9 de l'arrêté du 24 avril 2017 pour les installations autorisées antérieurement à la date de publication dudit arrêté, ces dispositions entrent en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2018.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré à l'inspection le jour de la visite qu'aucun plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière n'a été établi.</p> <p><b>L'exploitant doit établir et communiquer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées le plan susnommé conformément à la présente prescription.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet